

Interview de Margaret Thatcher à la BBC-Radio (Londres, 27 juillet 1988)

Légende: Le 27 juillet 1988, Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, livre aux journalistes de la British Broadcasting Corporation (BBC) sa conception de l'intégration européenne.

Source: Documents d'actualité internationale. dir. de publ. Ministère des Affaires étrangères. 15.10.1988, n° 20. Paris: La Documentation française. "Interview du Premier ministre, Mme Thatcher à la BBC-Radio (Londres, 27 juillet 1988)", p. 400-401.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_margaret_thatcher_a_la_bbc_radio_londres_27_juillet_1988-fr-7112ad1d-6b8a-4152-8487-2e8b9c533255.html

Date de dernière mise à jour: 08/11/2017



Interview du Premier ministre, Mme Thatcher, accordée à la BBC-Radio (Londres, 27 juillet 1988)

« [...] Je crois que l'Europe sera plus forte parce que la Grande-Bretagne en fait partie en tant que telle, comme la France ou l'Espagne. Je ne souhaite pas que les pays se fondent en une sorte de mélange, de personnalité neutre. »

Question : Qu'avez-vous pensé quand l'autre jour, Jacques Delors, président de la Commission européenne a dit : « Dans 10 ans, 80 % de toutes les décisions économiques et sociales seront prises non pas à Westminster ou par tel autre Parlement national, mais par la Communauté européenne. » Autrement dit, nous n'aurions plus le contrôle de l'immense majorité des décisions économiques et sociales concernant ce pays. Alors, est-ce ce qui vous inquiète ?

Réponse : « Oui, je crois qu'il a eu tort. Il s'est laissé emporter et je crois qu'il n'aurait pas dû le dire.

Quand je vais au Conseil européen et commence à parler avec d'autres chefs de gouvernement, je ne vois pas un seul d'entre eux rentrant chez lui dire à son Parlement national : « Eh bien les amis, dorénavant vous n'aurez plus aucun pouvoir ! Les décisions ne seront plus prises ici, cela se fera ailleurs. »

Je ne vois pas la France, si fière, dire cela. Ni l'Allemagne. Ni l'Espagne. Ni moi. Donc je ne crois pas que cela soit utile du tout de parler de cette façon.

Finalement, toute modification du traité doit être votée par chacun de nos Parlements. Quand je vais en Europe j'ai des comptes à rendre à mon propre parlement, et donc à mon peuple, sur ce que je fais. A mon avis, c'était absurde de dire une chose pareille parce que cela fait peur. Les gens sont fiers d'être britanniques. Je le suis. Ils sont fiers d'être français.

Je suis attachée à l'Europe, et attachée politiquement, de la façon suivante :

Le berceau de la démocratie est en Europe. Celui des grandes religions a abordé en Europe et c'est devenu l'importance de la personne, la liberté individuelle. Il a abordé en Europe et s'y est épanoui. L'importance de la liberté, du droit, a prospéré avec le droit romain, avant de se transmettre à l'Empire romain d'Orient, à Constantinople.

Donc toutes ces grandes notions – la liberté protégée par la loi, la démocratie – sont venues d'Europe.

Toutes les grandes réalisations scientifiques dont les peuples ont bénéficié sont venues d'Europe. Beaucoup ont été découvertes dans d'autres pays – la turbine en Chine, la poudre à fusil, mais en fait elles n'ont pas servi aux peuples. Elles n'ont profité qu'à quelques-uns.

La grande moisson de la science et des arts a eu lieu en Europe. Naturellement je suis la première à dire que sur bien des points l'Europe devrait parler d'une seule voix, et c'est ce que nous faisons. Mais je ne vais pas jusqu'à dire que cela dissout la nationalité britannique. La Grande-Bretagne aura toujours un rôle spécifique à jouer en Europe.

[...] Mais permettez-moi de dire très clairement ceci : j'étais tout à fait d'accord avec De Gaulle. C'est une Europe de pays séparés qui travaillent ensemble et c'est un objectif tout aussi louable, tout aussi idéaliste de dire : « Travaillons ensemble », que de s'efforcer de dire : « Fondons notre nationalité, nos frontières en une seule Europe. »

[...] Je suis attachée au type d'Europe que je viens de décrire parce que je pense qu'elle est beaucoup plus forte que celle où on essaie de dissoudre les nationalités, les limites et les frontières, et où avec des histoires radicalement différentes on vous dit : « Bon, nous avons tous à être pareils ». Pour moi, ce serait une Europe terne, sans attrait. »

Q : C'est très intéressant ce que vous dites, parce qu'il ne s'est pas arrêté là, aux décisions économiques et sociales. Il a été plus loin : d'ici 7 ans, les parlements nationaux doivent faire place à un embryon de gouvernement européen. Etes-vous surprise de la rapidité avec laquelle ces propositions arrivent à votre porte ?

R : « Non, pas du tout. M. Delors est président de la Commission et naturellement, là-bas, certains voudraient de plus en plus de pouvoirs pour la Commission. En fait, ils obtiennent plus de pouvoirs administratifs, mais je crois qu'ils voudraient en avoir de plus en plus. C'est quelqu'un de très capable mais je sais parfaitement que lorsqu'il s'adresse au Parlement européen ou à l'Europe, il dit des choses bien plus extrêmes qu'il ne me dirait à moi. »

Q : Ce que vous semblez dire ici, c'est que ce serait une affaire de bureaucrates bâtissant la bureaucratie, non ?

R : « Je crois qu'il y a une forte tendance à cela, et c'est quelque chose dont je me méfie beaucoup. En réalité, comme je l'ai dit carrément au dernier Conseil européen – c'était à Hanovre, la dernière fois que les chefs de gouvernement se sont réunis – nous voulons plus de liberté pour les marchandises qui traversent l'Europe. L'Europe a démarré non pas pour avoir de plus en plus de règlements, mais pour en avoir de moins en moins, et de plus en plus simples et clairs, pour que les marchandises puissent circuler. J'ai pensé que la Commission risquait beaucoup de nous ligoter avec d'innombrables règlements et qu'elle n'était pas là pour ça.

[...] Il y a des choses qu'il vaut mieux que nous fassions ensemble, pour nous tous, parce que nous sommes plus puissants si nous les faisons.

Par exemple, si l'Europe ensemble – la Communauté – négocie sur les dossiers commerciaux avec, disons, les Etats-Unis, la Chine ou l'Union soviétique, elle est bien meilleure position pour se débarrasser des obstacles aux échanges, par exemple avec le Japon, les nouveaux pays industriels. Cela nous pouvons le faire ensemble.

Je crois que nous sommes beaucoup plus forts si nous faisons notre agriculture ensemble, encore que nous n'ayons pas fait cela très bien et que nous devons maintenant réduire les excédents qui pèsent sur notre économie et celle des autres pays. Mais ce que nous faisons ensemble, faisons-le, tout en conservant entière notre identité distincte. Qu'il n'y ait aucun doute là-dessus.

[...] On parle d'union monétaire. J'ai dit : « Mais vous n'avez même pas de liberté de circulation des capitaux en Europe ! Nous, nous l'avons et nous n'empêchons personne d'y faire circuler des capitaux. Cela nous a très bien réussi. On sait que si on fait entrer son capital, on peut le faire sortir ou faire sortir les intérêts. Nous n'avons pas le contrôle des changes. Cela nous a beaucoup rapporté. » Les seuls autres pays qui n'en ont pas sont l'Allemagne et les Pays-Bas. La France, l'Espagne et tous les autres ont un contrôle des changes.

Les voilà donc, parlant d'un air éthéré d'union monétaire et je dis : « Alors attention. Premièrement, vous feriez mieux d'instaurer la libre circulation des capitaux. De laisser tomber votre contrôle des changes. De dire à vos banques centrales qu'elles devraient avoir dans leurs réserves d'autres monnaies européennes au lieu d'avoir seulement des dollars et de l'or. Quant à faire des transactions avec cette chose qu'on appelle l'écu, qui est une mesure de toutes les monnaies, nous le faisons ! Donc nous sommes des kilomètres en avance pour les mesures concrètes possibles. Vous ne le faites pas, et vous dites que vous êtes beaucoup plus européens parce que vous parlez de quelque notion éthérée qui, à mon avis, ne se réalisera pas, du moins de mon vivant et même jamais, j'espère. »

[...] Nous n'allons pas supprimer les frontières. Nous allons faciliter le passage d'un Etat à un autre. Aucun chef de gouvernement n'a dit : « Nous allons abolir les frontières ». Bien sûr que non. On facilite le passage des marchandises, on a maintenant un seul formulaire à remplir au lieu des 17 ou 18 d'autrefois.

[...] A propos de la TVA. Savez-vous qu'il n'y a pas partout les mêmes taxes dans tous les Etats américains ? Elles varient suivant les objectifs et l'histoire de chacun. Donc nous n'avons pas à aller vers une Europe standardisée. Certaines choses doivent être normalisées, et pour cela nous sommes d'accord, comme les règlements de sécurité. Si vous achetez à vos enfants des jouets pour Noël, vous voulez être sûr qu'ils respectent bien certaines règles de sécurité. Les fabricants d'ordinateurs veulent être sûrs qu'ils n'ont pas à les faire en quatre normes différentes, qu'ils ont tous le même standard.

Mais il n'est pas nécessaire d'organiser tout votre argent et tous vos impôts de la même manière. Historiquement nous sommes différents. Les Français ont toujours eu une TVA sur les produits alimentaires – pas nous – et je ne vois pas de raison de standardiser ici.

Une banque centrale signifie en fait que vous avez à laisser à un autre pays le soin de prendre beaucoup de décisions économiques fondamentales. Cela je ne le ferai pas, s'il s'agit d'une vraie banque centrale. C'est peut-être quelque chose qu'ils appellent banque centrale et qui n'en est pas une du tout.

Les emplois : nous nous débrouillons très bien ici et nous créons plus d'emplois parce que nous faisons partie de l'Europe certainement, mais ce pays est inondé d'investissements. Pour les Japonais, l'anglais est la seconde langue. Il leur est plus facile de démarrer ici. Les Américains aussi. Ils démarrent et s'en servent comme d'un tremplin pour exporter en Europe. Cela a certainement été excellent pour nous, mais ils viennent ici à cause de nos traditions et parce que nous sommes britanniques.

[...]

Q : [...] Mais certains Européens disent – excusez-moi Madame le Premier ministre – que Leon Brittan a été envoyé là-bas pour « serrer les freins » ?

R : « C'est complètement idiot. Leon Brittan est hautement capable.

Je suis partisan d'envoyer certains de nos meilleurs hommes à l'Europe. Leon a été ministre de l'Intérieur. Il a été au Trésor comme ministre délégué, donc il s'y connaît en finances. Il a un curriculum fantastique. En plus c'est un orateur épatant, comme vous savez, c'est un avocat très distingué. Il se battra pour nous, il se battra pour l'Europe, et il aboutira à la bonne décision.

Je suis partisan d'envoyer à cette Commission certains de nos meilleurs hommes parce que je crois que c'est important pour la Grande-Bretagne. »

(Source : Ambassade de G-B à Paris)